Approbation de neuf nouveaux députés du Burundi à l'Assemblée Est-africaine

PANA, 21 avril 2017 Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale a approuvé, jeudi, les candidatures de neuf nouveaux députés du Burundi, pour un mandat de quatre ans, à l'Assemblée législative de la communauté d' l'Est/East african community (Cae/Eac), siégeant à Arusha, en Tanzanie, a-t-on appris de source parlementaire à Bujumbura. Les six pays membres de la Communauté Est-africaine de libre échange sont le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya et le Sud du Soudan disposant d'un droit de représentation au Parlement sous-régic raison de neuf députés, chacun.

Dans le cas du Burundi, des équilibres politico-ethniques et de genre entrent en ligne de compte et cinq des neuf nouveaux députés sont issus du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocra (Cndd-Fdd. parti maioritaire). L'ancien ministre des Affaires de la Communauté Est-africaine. Mme Léontine Nzevimana fait partie de la liste des députés du Cndd-Fdd, moins d'une semaine aprÃ"s avoir été écartée du gouvernement coalition de l'opposition parlementaire, «Amizero Y'Abarundi» (Espoir des Burundais, en langue nationale, le Kirund alignera deux députés ; les minorités politico-ethniques comme celles des Tutsi et des Batwa (Pygmées du Burundi), u député, chacun. La liste des nouveaux représentants du Burundi à l'Assemblée législative Est-africaine comporte femmes. Le rà le de cette institution législative, en place depuis 2001, reste néanmoins mal connu du grand public, dans les pays membres de la communauté. Théoriquement, l'Assemblée législative Est-africaine (Alea) devait être la dernià re étape du processus formel d'institutionnalisation de la Communauté Est-africaine, avant d'aboutir à une fédération politique des six pays membres qui semble encore lointaine. En pratique, les 54 parlementaires, qui composent l'Assemblée législative, sont déjà jugés en nombre insuffisant pour représenter l'ensemble des 14 d'habitants d'Afrique de l'Est. A titre indicatif, le Burundi dispose, à lui seul, de plus de 110 députés à l'A nationale, pour l'une des plus faibles populations d'Afrique de l'Est (environ 11 millions d'habitants). L'é que chaque pays nomme le même nombre d'élus à l'Alea, sans tenir compte du nombre d'habitants ou de la de démographique, ce qui affecte la qualité de la représentation, de l'avis des analystes. L'indépendance de l' vis des pouvoirs politiques et exécutifs dans les Etats membres fait encore débat, quant à sa capacité réelle de mener Â bien ses missions. La principale mission de l''Alea est de contrà ler le bon usage des ressources financià res, en vertu l'article 49 qui stipule que l'Assemblée débat et approuve le budget de la Communauté, examine les rapports ann d'activités, ainsi que les audits annuels effectués par la commission d'audit. Mais, dans la pratique, on fustige généralement que l'Alea n'est pas impliquée dans la préparation des projets de budget et ne fait qu'entér propositions que l'exécutif lui soumet, compromettant ainsi le contrà le de la probité et de la riqueur dans l'utilisation ressources communautaires. D'un autre cÃ′té, le suffrage indirect dans le choix des députés de l'Assemblée lÃ africaine (par les parlements et non par les électeurs) ne rassure pas non plus les opinions dans les pays membres. L'article 50.1 des textes fondateurs de l'Assemblée prévoit normalement que les élus «représentent, autant qu les différents partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis partis politiques, les courants de l'opinion, les deux sexes, ainsi que d'autres groupes d'intérÃats partis ». Or, nombreux sont encore ceux qui, dans les opinions, craignent que les Assemblées nationales, pour une raison ou une autre, ne peuvent parfois envoyer A Arusha des personnes incapables de faire avancer la cause de la CommunautA©.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 28 April, 2024, 20:23